

Acheteur Public

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES CCAP**

**Institut National de la Statistique et des Études Économiques**

**Direction Générale – Secrétariat Général**

Département « Cadre de vie et conditions de Travail » (DCVCT)

Division « Marchés et Immobilier » (DMI) – Timbre C330

88 avenue Verdier – CS 70058 – 92541 MONTROUGE CEDEX

### **MARCHÉS PUBLICS DE TRAVAUX**

Objet de la consultation

## **RÉFECTION DE LA TOITURE INACCESSIBLE DE L'ÉTABLISSEMENT INSEE DE MONTPELLIER DE LA DIRECTION RÉGIONALE D'OCCITANIE**

Lieu des travaux

**INSEE**

**Direction régionale d'Occitanie**

**Établissement de Montpellier**

274 allée Henri II de Montmorency – CS 27464 – 34064 MONTPELLIER CEDEX 2

**Marché unique**

Référence : CCAP\_INSEE2025\_T992

# Sommaire

1 GÉNÉRALITÉS.....	5
1.1 Caractéristiques principales du marché.....	5
1.1.1 Objet.....	5
1.1.2 Prestations.....	5
1.1.3 Adresse du lieu d'exécution.....	5
1.1.4 Organisation de l'achat.....	6
1.1.5 Délai d'exécution des travaux.....	6
1.1.6 Mise en œuvre du marché.....	6
1.1.6.1 Ordre de service.....	6
1.1.6.2 Avenants.....	7
1.2 Intervenants.....	7
1.2.1 Acheteur (MOA).....	7
1.2.2 Maîtrise d'œuvre (MOE).....	8
1.2.3 Titulaire.....	8
1.2.3.1 Représentant du titulaire.....	8
1.2.3.2 Modifications affectant le titulaire.....	9
1.2.3.3 Conditions relatives à la sous-traitance.....	10
1.2.4 Autres intervenants.....	10
1.2.4.1 Coordination pour la sécurité et la protection de la santé (CSPS).....	10
1.2.4.2 Bureau de contrôle technique construction.....	11
1.3 Pièces constitutives.....	11
1.3.1 Pièces contractuelles.....	12
1.3.2 Pièces indicatives.....	12
1.4 Obligations générales d'exécution.....	12
1.4.1 Obligation de confidentialité.....	12
1.4.2 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail.....	13
1.4.3 Protection de l'environnement, sécurité et santé.....	13
1.4.4 Assurances.....	14
1.4.4.1 Le titulaire.....	14
1.4.4.2 Maître d'ouvrage.....	14
2 PRIX ET RÈGLEMENT.....	15
2.1 Prix du marché.....	15
2.1.1 Caractéristiques des prix.....	15
2.1.2 Contenu des prix et mode d'évaluation des ouvrages.....	15
2.1.3 Variation des prix.....	16
2.1.4 Forme des prix.....	17
2.1.5 Mois d'établissement des prix du marché.....	17
2.1.6 Choix des index de références.....	17
2.1.7 Modalités d'actualisation des prix.....	17
2.1.8 Application de la TVA.....	17
2.2 Travaux modificatifs.....	18
2.3 Modalités de règlement.....	18
2.3.1 Avance.....	18
2.3.2 Approvisionnements.....	19
2.3.3 Garanties financières.....	19
2.3.4 Répartition des paiements.....	19
2.3.5 En cas de sous-traitance.....	20
2.3.5.1 Règlement des travaux non prévus.....	20
2.3.5.1.1 Prix des ouvrages non prévus.....	20

2.3.5.1.2 Prix débattus.....	20
2.3.6 Modalités du règlement des comptes.....	20
2.3.7 Désignation de sous-traitants en cours de marché.....	21
2.3.8 Modalités de paiement direct.....	21
2.3.9 Demandes de paiement mensuelles.....	21
2.3.9.1 Contenu de la demande de paiement.....	21
2.3.9.2 Remise de la demande de paiement.....	22
2.3.9.3 Mentions obligatoires.....	22
2.3.10 Acomptes mensuels.....	23
2.3.11 Demande de paiement finale.....	23
2.3.11.1 Étape 1.....	23
2.3.11.2 Étape 2.....	23
2.3.11.3 Étape 3.....	23
2.3.12 Décompte général – Solde.....	24
2.3.12.1 Étape 1.....	24
2.3.12.2 Étape 2.....	24
2.3.12.3 Étape 3.....	24
2.3.12.4 Étape 4.....	24
2.3.12.5 Étape 5.....	25
2.3.13 Mode de règlement.....	25
2.3.13.1 Délai de paiement.....	25
2.3.14 Intérêts moratoires et indemnités forfaitaires.....	26
3 PÉNALITÉS – RETENUES – PRIMES.....	26
3.1 Délais.....	26
3.1.1 Délais d'exécution.....	26
3.1.1.1 Démarrage des prestations.....	27
3.1.1.2 Délai d'exécution global.....	27
3.1.2 Prolongation des délais d'exécution.....	27
3.1.3 Modification du délai pour intempéries.....	27
3.2 Pénalités.....	28
3.2.1 Pénalités pour retard.....	28
3.2.1.1 Retard dans l'exécution des travaux.....	28
3.2.1.2 Retard dans la remise de documents ou échantillons en cours d'exécution.....	29
3.2.1.3 Retard dans la levée des réserves.....	29
3.2.1.4 Retard dans le repliement des installations de chantier et remise en état des lieux.....	30
3.2.1.5 Retard dans la remise de tout document administratif ou information.....	30
3.2.2 Exonération des pénalités de retard.....	30
3.2.3 Plafonnement des pénalités de retard.....	30
3.2.4 Conditions d'application des pénalités de retard.....	30
3.2.5 Autres pénalités.....	31
3.2.5.1 Pénalités pour non-respect des obligations environnementales.....	31
3.2.5.2 En matière de lutte contre le travail dissimulé.....	31
3.2.5.2.1 Port de la carte d'identité professionnelle.....	31
3.2.5.2.2 Absence aux réunions de chantier.....	31
3.2.5.2.3 Évacuation des déchets.....	31
3.2.5.2.4 Remise en état des lieux.....	32
3.2.5.2.5 Absence de suivi des observations du coordonnateur SPS.....	32
3.2.6 Recouvrement des pénalités.....	32
3.3 Retenues.....	32
3.3.1 Retenue de garantie.....	32
3.3.2 Retenue en cas de retard de remise du dossier des ouvrages exécutés (DOE).....	33
4 RÉALISATION DES OUVRAGES.....	33

4.1	Caractéristiques des matériaux et produits.....	33
4.1.1	Provenance, qualité et prise en charge des matériaux et produits.....	33
4.1.2	Vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits.....	34
4.2	Préparation et coordination des travaux.....	34
4.2.1	Période de préparation – Programme d’exécution des travaux.....	34
4.2.1.1	Études.....	34
4.2.1.2	Personnel.....	34
4.2.1.3	Démarches.....	35
4.2.1.4	Travaux.....	35
4.2.1.5	Communication.....	35
4.2.2	Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier.....	35
4.2.2.1	Principes généraux.....	35
4.2.2.2	Autorité du coordonnateur SPS.....	35
4.2.2.3	Moyens donnés au coordonnateur SPS.....	36
4.2.2.3.1	Libre accès du coordonnateur SPS.....	36
4.2.2.3.2	Obligations du titulaire.....	36
4.2.2.3.3	Obligations du titulaire vis-à-vis de ses sous-traitants.....	37
4.2.2.3.4	Locaux pour le personnel.....	37
4.2.3	Mesures particulières concernant l’hygiène et la sécurité.....	37
4.2.4	Contrôle d’accès au chantier.....	37
4.2.5	Sous-traitance.....	38
4.2.6	Réunion de chantier.....	38
4.2.7	Registre de chantier.....	38
4.3	Installations de chantier.....	38
4.4	Signalisation du chantier.....	39
4.5	Facilités données par le maître d’ouvrage pour l’installation du chantier.....	39
4.6	Études d’exécution – Notes de calculs – Études de détails – Échantillons.....	39
4.7	Dispositions particulières à l’achèvement du chantier.....	40
4.7.1	Gestion des déchets de chantier.....	40
4.7.2	Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux.....	40
4.7.3	Essais et contrôle des ouvrages en cours de travaux.....	40
4.8	Documents fournis après exécution.....	40
5	RÉCEPTION ET GARANTIES.....	41
5.1	Conditions de réception.....	41
5.2	Garantie – Durée.....	41
5.2.1	Garantie de parfait achèvement.....	41
5.2.2	Garantie des végétaux.....	42
5.2.3	Garanties particulières.....	42
6	PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....	42
7	RÉEXAMEN – RÉSILIATION DU MARCHÉ.....	42
7.1	Clause de réexamen.....	42
7.2	Résiliation.....	42
8	LANGUES – LITIGES.....	43
9	DÉROGATIONS AU CCAG TRAVAUX.....	45

# 1 GÉNÉRALITÉS

## 1.1 Caractéristiques principales du marché

### 1.1.1 Objet

Le présent marché a pour objet les travaux de réfection de la toiture inaccessible de l'établissement Insee de Montpellier de la direction régionale d'Occitanie.

Opération : INSEE2025\_T992

### 1.1.2 Prestations

Le marché comprend principalement les prestations suivantes :

- installation d'une sapine permettant d'accéder à la toiture ;
- protection du chantier ;
- dépose et repose des garde-corps ;
- dépose de l'étanchéité ;
- dépose de l'isolation ;
- fourniture et pose d'une nouvelle isolation ;
- fourniture et pose d'une nouvelle étanchéité ;
- gestion des déchets ;
- remise en état de la zone de chantier.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP) joint au présent marché.

Réglementation : toutes les mesures seront prises par le titulaire du marché pour répondre à la réglementation et aux normes en vigueur dans l'exécution des prestations.

### 1.1.3 Adresse du lieu d'exécution

**Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE)**

Direction régionale d'Occitanie

Établissement de Montpellier

**Division des services de proximités (DSP)**

**[274 allée Henri II de Montmorency](#)**

CS 27454

34064 MONTPELLIER CEDEX 2

**Les travaux se dérouleront en site occupé.**

#### **1.1.4 Organisation de l'achat**

Le mode de dévolution du marché est : **marché unique, marché non alloti.**

L'offre du titulaire atteste avoir pris connaissance de l'ensemble des pièces du marché et en conséquence intègre la notion de synthèse afin que l'ouvrage puisse être réalisé dans son intégralité selon les règles de l'art et de sécurité.

D'autres travaux auront lieu en même temps dans le bâtiment, réfection des grilles de l'enceinte et la réfection du hall d'entrée, il est demandé à l'entreprise de prendre en compte cette contrainte, de respecter le calendrier de l'opération, et de prendre en compte la coactivité des chantiers.

#### **1.1.5 Délai d'exécution des travaux**

Le marché est passé pour une durée de **2 (deux) mois (dont 3 (trois) semaines** de préparation de chantier).

Les prestations du marché débutent à compter de la date de début de chantier indiquée à l'ordre de service 01, ordre de service de démarrage des travaux.

#### **1.1.6 Mise en œuvre du marché**

##### **1.1.6.1 *Ordre de service***

En début d'opération, un ordre de service de démarrage (OS n°01) des travaux sera rédigé fixant la date de démarrage des travaux ainsi que la date du commencement du mois de préparation.

Pour toutes nouvelles prestations ou prolongation des travaux, des ordres de services seront rédigés.

Les ordres de service sont datés, numérotés, notifiés par le maître d'ouvrage, et/ou la maîtrise d'œuvre et le titulaire du marché.

Le titulaire se conforme aux ordres de service qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part, à l'exception des cas prévus aux [articles 3.8.2, 13.6, 14.2.2 et 50.21 du CCAG Travaux](#). En cas de cotraitance, les ordres de service sont adressés au mandataire du groupement qui a, seul, compétence pour formuler des observations au pouvoir adjudicateur.

### 1.1.6.2 Avenants

Les avenants acteront les modifications du marché (modification du calendrier, des prix du marché, des prestations supplémentaires, des modifications des clauses du CCAP, etc.).

## 1.2 Intervenants

### 1.2.1 Acheteur (MOA)

La Direction Générale de l'Insee est désignée dans le présent marché sous l'appellation « **pouvoir adjudicateur** ».

Le Responsable de la division « marchés et immobilier » est désigné sous l'appellation « **maître d'ouvrage (MOA)** ».

#### **Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE)**

Direction Générale – Secrétariat général

Département « cadre de vie et conditions de travail » (DCVCT)

**Division marchés et immobilier (DMI) – Timbre C330**

Section Immobilier

[88 avenue Verdier](#) – CS 70058

92541 MONTROUGE CEDEX

Siret : 120 027 016 00563

#### Dossier suivi par :

Thierry ABJEAN

Chef de projets immobiliers

Tél. : 01 87 69 52 58 ; Port. : 06 20 04 68 17

Courriel : [Thierry.Abjean@insee.fr](mailto:Thierry.Abjean@insee.fr)

La Direction Régionale de l'Insee d'Occitanie est désigné dans le présent marché sous l'appellation « service utilisateur »

#### **Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE)**

Direction régionale d'Occitanie

Établissement de Montpellier

**Division des services de proximités (DSP)**

[274 allée Henri II de Montmorency](#)

CS 27454  
34064 MONTPELLIER CEDEX 2

Dossier suivi par :

Daniel PINELLI  
Responsable de la division des services de proximités  
Tél. : 04 67 15 71 50 ; Port. : 06 66 33 60 42  
Courriel : [daniel.pinelli@insee.fr](mailto:daniel.pinelli@insee.fr) ; [DR34-LOGISTIQUE@insee.fr](mailto:DR34-LOGISTIQUE@insee.fr)

Yann GOUGET  
Expert immobilier  
Tél. : 0561 36 62 37 ; Port. : 06 27 89 84 94  
Courriel : [yann.gouget@insee.fr](mailto:yann.gouget@insee.fr)

### **1.2.2 Maîtrise d'œuvre (MOE)**

Le cabinet FRANÇOIS est désigné dans le présent marché sous l'appellation « **MOE** ».

**Cabinet FRANÇOIS Maîtrise d'œuvre**  
6 rue du Puech Radier  
Bâtiment B  
34970 LATTES

Siret : 837 635 077 00030

Dossier suivi par :

Sébastien BELLAVRE – JOLY  
Chef de projets  
Tél. : 04 67 22 34 37 ; Port. : 06 66 33 60 42  
Courriel : [s.cabinetfrancoisbet@gmail.com](mailto:s.cabinetfrancoisbet@gmail.com)

### **1.2.3 Titulaire**

L'opérateur économique retenu pour réaliser les prestations est désigné dans le présent marché sous l'appellation « **titulaire** ».

#### *1.2.3.1 Représentant du titulaire*

En complément des dispositions de l'[article 3.4.1 du CCAG Travaux](#), il est précisé que le ou les personnes habilitées à représenter le titulaire devront être désignées dans un délai maximum de **15 (quinze) jours**.



Le titulaire prévoit pendant toute la durée du chantier la présence d'au moins un interlocuteur disposant d'une maîtrise suffisante de la langue française pour recevoir et communiquer aux autres personnels les instructions liées à l'exécution du chantier et tout particulièrement celles relatives à la sécurité des travailleurs et à la réglementation sociale du Code du travail.

Le titulaire peut désigner une ou plusieurs personnes physiques habilitées à le représenter auprès du maître d'ouvrage et/ou de la maîtrise d'œuvre en cours d'exécution du marché. Il s'engage à ce que ce ou ces représentants soient réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au maître d'ouvrage et/ou de la maîtrise d'œuvre dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

### *1.2.3.2 Modifications affectant le titulaire*

Il est fait application des dispositions de l'[article 3.4.2 du CCAG Travaux](#).

Le titulaire s'engage à exécuter la prestation par les intervenants désignés dans son offre.

Il est également tenu de notifier sans délai au maître d'ouvrage et/ou maîtrise d'œuvre les modifications survenant au cours de l'exécution du marché ainsi que toutes les modifications importantes concernant le fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

Conformément à l'[article 3.4.3 du CCAG Travaux](#), tout nouvel intervenant doit faire l'objet d'une approbation par la personne publique.

En cours d'exécution du marché, en cas de remplacement d'un intervenant, le titulaire doit proposer à la maîtrise d'ouvrage et/ou la maîtrise d'œuvre un profil équivalant tant sur le plan de l'expérience que de la qualification. Le profil du nouvel intervenant doit être validé par la maîtrise d'ouvrage et/ou la maîtrise d'œuvre avant toute intervention.

Par dérogation à l'[article 3.4.3 CCAG Travaux](#), le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par le pouvoir adjudicateur si celui-ci ne le récuse pas dans le délai de **2 (deux) semaines** courant à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si le pouvoir adjudicateur récuse le remplaçant, le titulaire dispose d'un délai de **2 (deux) semaines** pour proposer un autre remplaçant.

### 1.2.3.3 Conditions relatives à la sous-traitance

Le titulaire peut recourir à la sous-traitance à condition de l'avoir déclarée et d'avoir obtenu l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement par le maître d'ouvrage.

En précision à l'[article 3.6 du CCAG Travaux](#), le titulaire dispose d'un délai maximum de **15 (quinze) jours** pour communiquer les coordonnées de la personne habilitée à représenter le sous-traitant.

L'acceptation d'un sous-traitant par le représentant du pouvoir adjudicateur et/ou de la maîtrise d'ouvrage est subordonnée, notamment, au respect des clauses du marché, en particulier celles relatives aux mesures de sécurité à mettre en œuvre, aux délais d'exécution et à la qualité du travail effectué.

## 1.2.4 Autres intervenants

### 1.2.4.1 Coordination pour la sécurité et la protection de la santé (CSPS)

Conformément à la réglementation en vigueur, la mission de coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de [niveau 3](#).

L'APAVE est désigné dans le présent marché sous l'appellation « **CSPS** »

#### **APAVE IC MONTPELLIER**

310 rue de la Sarriette  
Zone Écoparc  
34130 SAINT AUNES

#### Dossier suivi par :

Alain BOLLINI  
Coordonnateur SPS  
Tél. : XX XX XX XX ; Port. : 06 18 27 32 35  
Courriel : [alain.bollini@apave.com](mailto:alain.bollini@apave.com)

Le coordonnateur SPS doit informer le maître de l'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de dangers graves et imminents menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), le coordonnateur SPS doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

#### 1.2.4.2 Bureau de contrôle technique construction

L'APAVE est désigné dans le présent marché sous l'appellation « **Contrôleur technique** »

#### **APAVE IC MONTPELLIER**

310 rue de la Sarriette  
Zone Écoparc  
34130 SAINT AUNES

#### Dossier suivi par :

Silvia TORRES BARBOSA  
Chargée d'affaires infrastructures et construction  
Tél. : XX XX XX XX XX ; Port. : 06 68 99 41 98  
Courriel : [silvia.torresbarbosa@apave.com](mailto:silvia.torresbarbosa@apave.com)

Les travaux faisant l'objet du présent marché sont soumis au contrôle technique dans les conditions prévues par les [articles L. 125-1 à L. 125-6 et R. 125-17 à R. 125-21](#) du Code de la construction et de l'habitation.

La mission de contrôle technique définie par le [décret n° 99-443 du 28 mai 1999](#), portant approbation du cahier des clauses techniques générales relatif aux marchés de contrôle technique, est assurée par les missions de contrôle technique définies pour cette opération.

Les missions définies pour cette opération sont les suivantes :

Code	Libellé
L	Solidité des ouvrages et des éléments d'équipements indissociables
LE	Solidité des existants
SEI	Sécurité incendie des personnes dans les établissements recevant du public

### 1.3 Pièces constitutives

### 1.3.1 Pièces contractuelles

En application de l'[article 4.1 du CCAG Travaux](#), les documents, en cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, prévalent dans l'ordre de priorité suivant :

- l'acte d'engagement (**ATTRI1\_INSEE2025\_T992.odt**) ;
- la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF), hormis les quantités y figurant à titre indicatif (**DPGF\_INSEE2025\_T992.odt**) ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (**CCAP\_INSEE2025\_T992.pdf**) ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes éventuelles (**CCTP\_INSEE2025\_T992.pdf**) ;
- le cahier des clauses administratives générales ([CCAG Travaux](#)) applicables aux marchés publics de travaux en vigueur lors du mois d'établissement des prix ;
- le programme ou le calendrier prévisionnel détaillé d'exécution des travaux établi conformément aux stipulations de l'[article 28.2 du CCAG Travaux](#) et comportant les dates de début et de fin des travaux (**planning\_INSEE2025\_T992.pdf**) ;
- le cahier des clauses techniques générales ([CCTG](#)) applicable aux prestations objet du marché, si celui-ci s'y réfère ;
- l'offre technique du titulaire, cadre mémoire technique (**CMT\_INSEE2025\_T992.pdf**) ;
- les actes spéciaux de sous-traitance (**DC4\_INSEE2025\_T992.pdf**) et leurs éventuels actes modificatifs postérieurs à la notification du marché ;
- les plans (**plans\_INSEE2025\_T992.pdf**) ;
- l'attestation de visite (**AV\_INSEE2024\_T968.odt**).

### 1.3.2 Pièces indicatives

Aux pièces contractuelles s'ajoute tous les autres documents liés à la vie du marché :

- les études jointes au dossier ;
- le plan général de coordination (**PGC\_INSEE2025\_T992.pdf**) ;
- le rapport initial de contrôle technique (**RICT\_INSEE2025\_T992.pdf**) ;
- le rapport de repérage amiante avant travaux (**RAAT\_INSEE2025\_T992.pdf**).

## 1.4 Obligations générales d'exécution

### 1.4.1 Obligation de confidentialité

Le titulaire, le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature présentant un caractère confidentiel sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Une information confidentielle désigne toute information de quelque nature (y inclus la méthodologie, la documentation, les informations ou le savoir-faire), sous quelque forme que ce soit (y inclus sous forme orale, écrite, magnétique ou électronique), sur tout support dont le maître d'ouvrage est propriétaire ou titulaire et qui est communiquée au titulaire ou obtenue de toute autre façon par ce dernier dans le cadre de ses relations avec le maître d'ouvrage.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

#### **1.4.2 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail**

Conformément à l'[article 6 du CCAG Travaux](#), le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre et de conditions de travail.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois, règlements et conventions collectives, relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

En cas d'évolution de la réglementation sur la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par le maître d'ouvrage afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par le maître d'ouvrage.

#### **1.4.3 Protection de l'environnement, sécurité et santé**

Conformément à l'[article 7 du CCAG Travaux](#), le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de l'environnement, sécurité et santé.

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en

justifier le respect, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du maître d'ouvrage.

En cas d'évolution de la réglementation dans ces domaines en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par le maître d'ouvrage afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par le maître d'ouvrage.

#### **1.4.4 Assurances**

##### *1.4.4.1 Le titulaire*

Par dérogation à l'[article 8 du CCAG Travaux](#), le titulaire ainsi que les sous-traitants désignés dans le marché doivent justifier, dans un délai de **15 (quinze) jours** à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, qu'ils sont titulaires :

- d'une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des [articles 1240](#) et [article 1242 du Code civil](#), garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations objet du marché, équivalant tous risques chantiers ;
- d'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les [articles 1792](#) à [1792-3](#) et [article 2270 du Code civil](#) au moyen d'une attestation qui devra au moins indiquer de façon non équivoque les activités garanties, le montant de ces garanties, la période de validité de l'attestation et la procédure de mise à jour des primes.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire ces attestations en cours de validité, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de **15 (quinze) jours** à compter de la réception de la demande.

En cas de non-respect de ces dispositions, le maître d'ouvrage peut résilier le marché correspondant aux frais et risques du titulaire.

Au moment de la réception, le titulaire doit produire une nouvelle attestation établissant qu'il est toujours bien couvert au même titre.

##### *1.4.4.2 Maître d'ouvrage*

Le maître d'ouvrage est son propre assureur. Cependant, il est titulaire d'une assurance en responsabilité civile.

Le maître d'ouvrage ne souscrira pas à un contrat collectif de responsabilité décennale (CCRD) ni à une police unique de chantier (PUC) ni à l'option tout risque chantier (TRC).

## **2 PRIX ET RÈGLEMENT**

### **2.1 Prix du marché**

#### **2.1.1 Caractéristiques des prix**

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché sont rémunérés par application d'un prix global et forfaitaire, selon les stipulations de l'acte d'engagement et de la DPGF (décomposition des prix général et forfaitaire).

#### **2.1.2 Contenu des prix et mode d'évaluation des ouvrages**

Le prix porté par le titulaire à l'acte d'engagement s'entend pour l'exécution de tous les ouvrages normalement inclus dans les travaux de sa spécialité ou rattachés à ceux-ci par les documents de consultation.

Il est établi sans restriction ni réserve d'aucune sorte, il comprend toutes fournitures, locations, déplacements, frais généraux que le titulaire est susceptible d'engager lors de l'exécution des prestations. Il est réputé également assurer au prestataire une marge pour risques et bénéfices.

Il prend également en compte :

- les dépenses communes de chantier ;
- les études d'exécution.

Le contenu des prix résulte également de l'application des principes suivants :

- le prix est établi sur la base de la définition et de la description des ouvrages telles qu'elles figurent aux documents de consultation, dans leur ordre de priorité, sans caractère limitatif et quelles que soient les imprécisions, contradictions ou omissions que pourraient présenter ces pièces ;
- les détails et prestations annexes nécessaires à une parfaite finition ne sont pas nécessairement décrits ou mentionnés dans les documents du marché, le titulaire est donc réputé avoir prévu lors de l'étude de son offre et avoir inclus dans son prix toutes les modifications et adjonctions mineures éventuellement nécessaires pour l'usage auquel les ouvrages sont destinés.

Le titulaire devra fournir toutes les études, études techniques, notes de calcul, plans et calepinage.

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux avant la remise de son offre et de toutes difficultés relatives aux accès et/ou aux conditions d'exécution spécifiques au site.

**Le titulaire est réputé avoir établi son prix sur ses propres estimations quantitatives et en avoir tenu compte pour l'élaboration de son offre. Les dépenses supplémentaires imprévues que le titulaire pourrait avoir à supporter en cours de chantier par suite de l'application de ce principe, font partie intégrante des aléas que le maître d'ouvrage ne pourra prendre en compte.**

Le prix tient compte de toutes dépenses afférentes à l'intégration des dispositions légales et réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé jusqu'à la fin du délai de garantie et parfait achèvement.

Le prix ne rémunère pas les dépenses afférentes à l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé ni du bureau de contrôle technique directement prises en charge par le maître d'ouvrage.

Le prix tient compte de toutes dépenses liées aux mesures particulières concernant le tri, l'évacuation et l'élimination des déchets conformément à la législation en vigueur.

Le prix tient compte des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution du marché.

Le prix est établi en considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels n'entraînant pas d'arrêts de chantier tels que le prévoit [l'article L.731-2 du Code du travail](#). Sont considérées comme intempéries, pour l'application du présent chapitre, les conditions atmosphériques et les inondations lorsqu'elles rendent effectivement l'accomplissement du travail dangereux ou impossible, eu égard à la santé ou à la sécurité des travailleurs, soit à la nature ou à la technique du travail à accomplir.

Le prix est établi en tenant compte des sujétions dues aux travaux exécutés par les compagnies concessionnaires et services publics ainsi que celles des divers organismes de sécurité

Le prix est établi en tenant compte des dégradations causées aux voies publiques dont la réparation est à la charge du titulaire par dérogation à [l'article 34.1 du CCAG Travaux](#)

### **2.1.3 Variation des prix**



Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après.

#### **2.1.4 Forme des prix**

Les prix sont **fermes et actualisables** dans les conditions fixées aux articles ci-après.

#### **2.1.5 Mois d'établissement des prix du marché**

Les prix du présent marché sont réputés établis dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur à la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre.

Cette date correspond à la date de remise de l'offre par le titulaire (du **mois Mo** indiqué à la **page 2** de l'acte d'engagement).

#### **2.1.6 Choix des index de références**

L'index de référence choisi (index nationaux) est le [BT 01](#).

#### **2.1.7 Modalités d'actualisation des prix**

Si un délai supérieur à **3 (trois) mois** s'est écoulé entre la date limite de remise des offres et la date de début d'exécution des travaux, les prix du marché sont actualisés selon la formule ci-dessous :

$$P_n = P_o \times C_n$$

Avec  $C_n = B_{Tn-3} / B_{To}$

Dans laquelle  $B_{To}$  et  $B_{Tn}$  sont les valeurs de l'index de référence prises respectivement au mois zéro (mois de remise des offres) et au mois  $n-3$  (conditions économiques du mois antérieur de **3 (trois) mois** au mois de début d'exécution des prestations).

Le mois "n" est le mois du début d'exécution des prestations noté sur l'ordre de service n°01.

#### **2.1.8 Application de la TVA**

Les montants des acomptes mensuels et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces d'ordonnancement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général, en appliquant les taux de TVA en vigueur lors des encaissements correspondants.

## 2.2 Travaux modificatifs

En complément de l'[article 13 du CCAG Travaux](#), il est précisé qu'au cours de l'exécution des travaux et sur l'initiative du maître d'ouvrage et/ou du maître d'œuvre des fiches de travaux modificatifs peuvent être émises par eux.

Elles définissent :

- le fait générateur des travaux non prévus ;
- la définition des travaux non prévus avec la limite des prestations du titulaire.

Le titulaire doit fournir dans le délai précisé par la fiche, qui ne peut être inférieur à **7 (sept) jours**, un devis des travaux, celui-ci étant fondé sur les principes énoncés en **2.1.2 du présent CCAP**.

En complément de l'article [13.5 du CCAG Travaux](#), le devis remis par le titulaire et accepté par le représentant du pouvoir adjudicateur, vaut état supplémentaire de prix forfaitaires.

À l'issue de cette phase, l'ordre de service d'exécuter les travaux modificatifs est délivré dans les conditions prévues à l'article [13 du CCAG Travaux](#).

## 2.3 Modalités de règlement

### 2.3.1 Avance

Une avance est accordée à la demande du titulaire selon les conditions des [articles R. 2191-3](#) à l'[article R. 2191-7 du Code de la commande publique](#).

Le montant de l'avance est fixé à **30 (trente) pourcents**.

La résorption de l'avance s'effectuera selon les modalités ci-après.

Le remboursement de cette avance s'effectuera au prorata du montant des prestations réalisées dès que ce montant atteindra **65 (soixante-cinq) pourcents** du montant du marché.

Le remboursement complet de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par l'entreprise atteint **95 (quatre-vingt-quinze) pourcents** du montant TTC des prestations qui lui sont confiées.

Le remboursement de l'avance s'effectuera selon les dispositions prévues aux [articles R. 2191-11](#) et [R. 2191-12 du Code de la commande publique](#).

En cas de sous-traitance acceptée postérieurement au versement de l'avance au titulaire, le remboursement par le titulaire de la fraction de l'avance correspondant aux prestations sous traitées s'impute sur les sommes qui lui sont dues dès la notification de l'acte spécial.

### **2.3.2 Approvisionnements**

Le titulaire peut demander le règlement des approvisionnements constitués pour l'exécution des travaux objet du marché à condition de fournir les justificatifs prévus à l'[article 10.4 du CCAG Travaux](#).

Ces approvisionnements demeurent sous sa responsabilité, toutefois leur enlèvement du chantier doit faire l'objet d'une autorisation du maître d'ouvrage ou de la maîtrise d'œuvre.

### **2.3.3 Garanties financières**

Il est prévu une retenue de garantie sur le montant initial du marché augmenté le cas échéant du montant des modifications en cours d'exécution.

Cette retenue sera de **5 (cinq) pourcents** pour les grandes entreprises et les entreprises de taille intermédiaire ou de **3 (trois) pourcents** pour les PME, telles qu'identifiées à l'acte d'engagement du marché.

Cette retenue pourra être remplacée par une garantie à première demande ou par une caution personnelle et solidaire.

Les modalités d'application de cette retenue ainsi que celle de son remboursement sont définies aux [articles R. 2191-32 à R. 2191-44 du Code de la commande publique](#).

### **2.3.4 Répartition des paiements**

En cas de groupement et conformément à l'[article 12.5 du CCAG Travaux](#), le mandataire est seul habilité à présenter au maître d'ouvrage et/ou à la maîtrise d'œuvre les demandes de paiement qui sont décomposées en autant de parties qu'il y a de membres du groupement à payer séparément.

Le mandataire est seul habilité à formuler ou à transmettre les réclamations de membres du groupement.

Les entreprises cotraitantes peuvent demander à l'acte d'engagement le paiement sur un compte unique ouvert au nom des membres du groupement ou à celui du mandataire.

### **2.3.5 En cas de sous-traitance**

Le sous-traitant, dont les conditions de paiement ont été agréées par la maîtrise d'ouvrage, doit déposer sa demande de paiement, qui est soumise à validation du titulaire. Le titulaire dispose d'un délai de **15 (quinze) jours** pour donner son accord ou notifier son refus. Passé ce délai la demande de paiement sera adressée automatiquement au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage.

En cas de sous-traitance indirecte, le sous-traitant de premier rang doit fournir une caution personnelle et solidaire. La maîtrise d'ouvrage ne signera pas de subrogation de paiement.

#### *2.3.5.1 Règlement des travaux non prévus*

Le règlement des travaux non compris dans le prix forfaitaire global et qui sont définis par des fiches de travaux modificatifs, est opéré de la manière suivante :

##### 2.3.5.1.1 Prix des ouvrages non prévus

Le prix des ouvrages non prévus dans le marché mais de même nature que ceux figurant dans la décomposition de prix visée à l'[article 4 du présent CCAP](#) est calculé en utilisant les prix d'unité de cette décomposition.

##### 2.3.5.1.2 Prix débattus

Dans l'hypothèse où les prix des ouvrages supplémentaires non prévus ne pourraient être assimilés à ceux des ouvrages figurant dans la décomposition de prix, ces prix sont librement débattus entre les parties s'il s'agit de travaux.

**Ces prix ne sont ni actualisables ni révisables.**

Les prix nouveaux sont mentionnés dans l'ordre de service décrivant les prestations supplémentaires ou modificatives pour lesquelles le marché n'a pas prévu de prix.

### **2.3.6 Modalités du règlement des comptes**

Il n'est pas demandé au titulaire d'imprimé ou de modèle spécial pour la présentation des états d'acompte. Il fournit, en un seul exemplaire original sur papier à entête de

l'entreprise, un état d'avancement de ses ouvrages au pourcentage d'exécution suivant les articles de la DPGF.

Les modalités du règlement des acomptes du marché sont les suivantes :

- les acomptes sont réglés mensuellement suivant les dispositions prévues à l'[article 13 du CCAG Travaux](#) ;
- les travaux sont constatés et réglés selon leur état d'avancement ;
- le règlement du solde des travaux ne peut être mis en paiement que si les éléments nécessaires à la réalisation du dossier des ouvrages exécutés (DOE) ont été fournis et toutes les réserves sont levées, le maître d'ouvrage et/ou la maîtrise d'œuvre l'ayant constaté.

### **2.3.7 Désignation de sous-traitants en cours de marché**

L'acceptation d'un sous-traitant en cours de marché et l'agrément de ses conditions de paiement sont subordonnés à la production d'un acte spécial, comprenant les mentions prévues à l'[article 14 du décret 2018-1075 du 3 décembre 2018](#) relatif aux marchés publics.

À droit au paiement direct tout sous-traitant dont le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à **600 (six cents) euros TTC**.

Dans l'hypothèse où le sous-traitant recourt lui-même à la sous-traitance, il doit, préalablement à toute exécution des travaux, obtenir l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement de ce sous-traitant indirect auprès du pouvoir adjudicateur. Les dispositions de l'[article 3.6.2 du CCAG Travaux](#) sont applicables.

### **2.3.8 Modalités de paiement direct**

En complément du [CCAG Travaux](#), il est précisé que, pour les sous-traitants de l'entreprise titulaire, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation jointe en double exemplaire au projet de décompte, signée par le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le maître d'ouvrage au sous-traitant concerné et accompagnée de la demande de paiement du sous-traitant au titulaire.

### **2.3.9 Demandes de paiement mensuelles**

#### *2.3.9.1 Contenu de la demande de paiement*

Le contenu de la demande de paiement doit être conforme aux dispositions de l'[article 12.1 du CCAG Travaux](#).

### 2.3.9.2 Remise de la demande de paiement

Ces demandes de paiement (factures) seront adressées uniquement par voie dématérialisée par la plate-forme de facturation Chorus Pro, <https://chorus-pro.gouv.fr>, en utilisant le **code SIRET de la MOE** ainsi que le numéro d'engagement (EJ) fourni lors de la notification.

Le titulaire/mandataire choisit le cadre de facturation A4 (projet de décompte mensuel) ou A7 (projet de décompte final).

En cas de sous-traitance ou cotraitance, les titulaires/mandataires doivent ajouter l'espace « factures à valider » à leur « structure » dans [Chorus Pro](#).

Le sous-traitant choisit le cadre de facturation A10 (demande de paiement dans le cadre de marchés de travaux) et complète également les numéros de SIRET du titulaire.

Le cotraitant choisit le cadre de facturation A13 (projet de décompte mensuel) ou A14 (projet de décompte final) et complète les numéros de SIRET du mandataire.

Conformément à l'[article 13.1.9 du CCAG Travaux](#), le maître d'ouvrage pour ce marché accepte ou rectifie la demande de paiement établie par le titulaire. Le projet accepté ou rectifié devient alors le décompte mensuel.

Le titulaire peut obtenir les informations nécessaires à l'utilisation de [Chorus Pro](#), pour déposer un projet de décompte, à partir du lien suivant :

[https://www.youtube.com/watch?v=DVvH0zsx\\_uY](https://www.youtube.com/watch?v=DVvH0zsx_uY)

### 2.3.9.3 Mentions obligatoires

Les factures et acomptes comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom et l'adresse du créancier ;
- la mention « **INSEE2025\_T992** » + le numéro de l'engagement juridique et la date de notification du marché ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- la date d'établissement de l'acompte ;
- l'identification des prestations facturées ;
- les prix hors taxes ;

- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant total TTC

### **2.3.10 Acomptes mensuels**

À partir du décompte mensuel, le maître d'œuvre établit le montant de l'acompte mensuel dans les conditions de l'[article 12.2.1 du CCAG Travaux](#).

En application de l'[article 12.2.2 du CCAG Travaux](#), il dispose d'un délai de **7 (sept) jours** pour faire connaître au titulaire les sommes dont il admet le paiement.

### **2.3.11 Demande de paiement finale**

Les dispositions de l'[article 12.3.1 du CCAG Travaux](#) sont appliquées.

Par dérogation aux [articles 12.3.2 à 12.3.4 du CCAG Travaux](#), les stipulations suivantes sont appliquées :

#### **2.3.11.1 *Étape 1***

Le projet de décompte final est déposé dans un délai de **30 (trente) jours** à compter de la date de notification de réception sans réserve ou de décision de levée de réserve s'il est fait application de l'[article 41.4, 41.5 et 41.6 du CCAG Travaux](#).

En cas de retard dans la transmission du projet de décompte final et après mise en demeure du maître d'ouvrage restée sans effet dans un délai de **15 (quinze) jours**, le décompte final est établi d'office aux frais du titulaire pour un montant forfaitaire de **200 (deux cents) euros**.

Ce décompte final est alors notifié au titulaire avec le décompte général tel que défini ci-dessous.

#### **2.3.11.2 *Étape 2***

Le titulaire est lié par les indications figurant au projet de décompte final.

Dans le projet de décompte final, le titulaire doit récapituler les réserves qu'il a émises et qui n'ont pas été levées, sous peine de les voir abandonnées.

#### **2.3.11.3 *Étape 3***

Le maître d'ouvrage accepte ou rectifie le projet de décompte final établi par le titulaire. Le projet accepté ou rectifié devient alors le décompte final.

En cas de rectification du projet de décompte final, le paiement est effectué sur la base provisoire des sommes admises par le maître d'ouvrage.

### **2.3.12 Décompte général – Solde**

Par dérogation à l'[article 12.4 du CCAG Travaux](#), les stipulations suivantes sont appliquées :

#### **2.3.12.1 Étape 1**

Le maître d'ouvrage établit le projet de décompte général qui comprend :

- le décompte final ;
- l'état du solde, établi à partir du décompte final et du dernier décompte mensuel, dans les mêmes conditions que celles qui sont définies à l'[article 12.2.1 du CCAG Travaux](#) pour les acomptes mensuels ;
- la récapitulation des acomptes mensuels et du solde.

#### **2.3.12.2 Étape 2**

Le projet de décompte général validé ou modifié est signé par le maître d'ouvrage et devient alors le décompte général.

Le maître d'ouvrage notifie au titulaire le décompte général **30 (trente) jours** après la date de réception du projet de décompte final.

#### **2.3.12.3 Étape 3**

À compter de la date d'acceptation du décompte général par le titulaire, selon les modalités fixées à l'étape 4 ci-dessous, ce document devient le décompte général et définitif, et ouvre droit à paiement du solde.

#### **2.3.12.4 Étape 4**

Dans un délai de **30 (trente) jours** compté à partir de la notification du décompte général, le titulaire renvoie au maître d'ouvrage le décompte général revêtu de sa signature, sans ou avec réserves, ou fait connaître les motifs pour lesquels il refuse de le signer.

Si la signature du décompte général est donnée sans réserve par le titulaire, il devient le décompte général et définitif du marché.



Ce décompte lie définitivement les parties, sauf en ce qui concerne le montant des intérêts moratoires afférents au solde.

En cas de contestation sur le montant des sommes dues, le représentant du pouvoir adjudicateur règle, dans un délai de **30 (trente) jours** à compter de la date de réception de la notification du décompte général assorti des réserves émises par le titulaire ou de la date de réception des motifs pour lesquels le titulaire refuse de signer, les sommes admises dans le décompte final.

Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément, majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires, courant à compter de la date de la demande présentée par le titulaire.

Ce désaccord est réglé dans les conditions mentionnées à l'[article 55 du CCAG Travaux](#).

Si les réserves sont partielles, le titulaire est lié par son acceptation implicite des éléments du décompte général sur lesquels ses réserves ne portent pas.

#### **2.3.12.5      Étape 5**

Dans le cas où le titulaire n'a pas renvoyé le décompte général signé au maître d'ouvrage dans le délai de **30 (trente) jours** ou encore, dans le cas où, l'ayant renvoyé dans ce délai, il n'a pas motivé son refus ou n'a pas exposé en détail les motifs de ses réserves en précisant le montant de ses réclamations comme indiqué à l'[article 55.1.1 du CCAG Travaux](#), ce décompte général est réputé être accepté par lui. Il devient alors le décompte général et définitif du marché.

### **2.3.13 Mode de règlement**

#### **2.3.13.1      Délai de paiement**

Le délai global de paiement des travaux est fixé à **30 (trente) jours** à compter :

- pour l'avance : de la notification de l'ordre de service de démarrage (OS n°01) ;
- pour les acomptes : de la date de réception de la demande de paiement par l'acheteur ;
- pour le solde : à la date de réception du décompte général et définitif.

Ce délai ne peut être suspendu qu'une seule fois et par notification au titulaire depuis la plateforme « [Chorus Pro travaux](#) ». La suspension du délai de paiement est motivée par le représentant du maître d'ouvrage. Il est mis fin à la suspension du délai de

paiement dès lors que le titulaire remet au maître d'ouvrage les éléments complémentaires ou correctifs attendus par le représentant du maître d'ouvrage.

Le paiement est réputé effectué à la date de virement par le comptable public.

#### **2.3.14 Intérêts moratoires et indemnités forfaitaires**

Les paiements sont effectués suivant les règles de la comptabilité publique. Les sommes dues en exécution du présent marché sont payées dans le délai maximum fixé par voie réglementaire, soit **30 (trente) jours**.

Ce délai court à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de réception de la facture ;
- date d'ouverture du droit à paiement.

Les sommes dues après expiration de ce délai sont majorées des intérêts moratoires au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de **8 (huit) points de pourcentage**.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à **40 (quarante) euros**.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de **45 (quarante-cinq) jours** suivant la mise en paiement du principal.

La date de paiement d'une facture ou d'un groupe de factures exigibles simultanément est portée à la connaissance du titulaire sur l'avis de crédit correspondant.

L'ordonnateur de la dépense est le directeur général de l'Insee.

Le comptable assignataire des paiements est le contrôleur budgétaire et comptable ministériel placé auprès du ministre en charge du budget.

### **3 PÉNALITÉS – RETENUES – PRIMES**

#### **3.1 Délais**

##### **3.1.1 Délais d'exécution**

**Le marché est non reconductible.**

#### *3.1.1.1 Démarrage des prestations*

Le délai global d'exécution part à compter de l'ordre de service de démarrage (OS n°01) de l'opération qui est notifié au titulaire du marché.

Le début de l'intervention fait l'objet d'un ordre de service délivré par le maître d'ouvrage et/ou la maîtrise d'œuvre.

#### *3.1.1.2 Délai d'exécution global*

Le délai d'exécution des travaux est fixée à l'**article 1.1.5 du présent CCAP**.

Le délai d'exécution comprend :

- la période de préparation ;
- toutes sujétions d'études, d'approvisionnement et d'installation de chantier ;
- les congés payés ;
- la période d'exécution des travaux ;
- **la période nécessaire aux opérations préalables à la réception ;**
- **le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux.**

Le délai contractuel d'exécution des travaux inclut la période de préparation du chantier, les jours de congés et d'intempéries.

Lors de la réunion de lancement, le calendrier général de l'opération élaboré par l'entreprise et remis dans son offre est présenté et devient définitif. En cas de modification dans l'enchaînement des tâches, un nouveau calendrier est signifié par ordre de service (OS) au titulaire pendant l'exécution du marché.

Un exemplaire du calendrier est disponible en permanence sur le chantier.

### **3.1.2 Prolongation des délais d'exécution**

En application de l'[article 18.2 du CCAG Travaux](#), le délai d'exécution des travaux peut être prolongé d'un nombre de jours fixé sur proposition du maître d'ouvrage et/ou du maître d'œuvre après justification de l'entrepreneur et décidé par le représentant du pouvoir adjudicateur.

### **3.1.3 Modification du délai pour intempéries**

Dans le cas d'intempéries au sens des dispositions législatives ou réglementaires (pluie, neige, vent et gel) ou relatives au respect des règles de l'art en vigueur, entraînant un arrêt de travail sur les chantiers, les délais d'exécution des travaux sont prolongés.

Ces phénomènes seront confirmés à l'appui des renseignements donnés par la station de météorologie nationale la plus proche.

Pour permettre la constatation des phénomènes naturels, ceux-ci devront dépasser les intensités suivantes :

Nature du phénomène	Intensité	Limite et durée
Pluie	$\geq 10$ mm	entre 7h et 17 h
Vent	$\geq 50$ km/h	demi-journée
Gel $\leq$	$- 5$ °C	demi-journée
Neige	$\geq 5$ cm	demi-journée

La durée de chaque arrêt est débattue entre le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre, le titulaire et le coordonnateur SPS, et les décisions prises sont consignées sur le compte-rendu de réunion de chantier qui suit l'événement.

Chacune de ces consignations, quelle qu'en soit la forme, fait apparaître le cumul des jours ouvrables pendant lesquels les travaux ont été arrêtés depuis l'ouverture du chantier, ainsi que les conséquences de ces arrêts sur le calendrier contractuel.

Si le maître d'ouvrage conteste les raisons invoquées par le titulaire pour arrêter les travaux, il lui enjoint de les reprendre par ordre de service.

## 3.2 Pénalités

Toutes les pénalités et primes sont calculées sur le montant HT du marché initial et ne sont pas assujetties à la TVA.

### 3.2.1 Pénalités pour retard

Par dérogation à l'[article 19.2.3 du CCAG Travaux](#), la méthode appliquée pour leur calcul est, pour les pénalités ci-dessous :

#### 3.2.1.1 *Retard dans l'exécution des travaux*

Les dispositions suivantes sont appliquées en cas de retard dans l'exécution des travaux, mesuré par rapport au calendrier détaillé d'exécution élaboré et éventuellement modifié, comme il a été indiqué au **3.1.1** ci-dessus.

L'entrepreneur encourt la retenue journalière définitive de **200 (deux cents) euros** s'il n'a pas achevé les travaux lui incombant dans le délai d'exécution qu'il propose à son marché.

#### *3.2.1.2 Retard dans la remise de documents ou échantillons en cours d'exécution*

En cas de retard dans la remise de documents ou d'échantillons en cours de chantier ou période de préparation (notamment PPSPS, plan de retrait, plans de réservations, détails de fabrication et de pose, plan de préfabrication, notices et avis techniques, notes de calculs, procès verbaux d'essais, échantillons, SOSED, BSD, etc.) par rapport à la date prévue au calendrier correspondant, il peut être appliqué une pénalité de **50 (cinquante) euros** du montant du marché par jour calendaire de retard et par objet, déductible des décomptes mensuels, du simple fait de la constatation du retard par le maître d'œuvre, sans mise en demeure préalable, en application de l'[article 19.3 du CCAG Travaux](#), et indépendamment des pénalités encourues pour retard de travaux qui pourraient en résulter.

Lorsque le titulaire est à l'origine du retard apporté à l'élaboration des documents demandés par le maître d'ouvrage au titre du projet (non participation aux réunions, non remise de documents ou de renseignements) et, si les mesures coercitives prévues au présent CCAP et au [CCAG Travaux](#) ne permettent pas d'y remédier, le maître d'ouvrage peut être amené à se substituer à l'entreprise défaillante. Dans ce cas, les frais engendrés par cette situation sont mis à la charge du titulaire.

En cas de non-respect des délais fixés à l'[article 11.5 du présent CCAP](#) ci-après, le titulaire encourt une pénalité de **100 (cent) euros** par jour calendaire, sans mise en demeure préalable, par dérogation à l'[article 53.1 du CCAG Travaux](#).

#### *3.2.1.3 Retard dans la levée des réserves*

Les dispositions suivantes sont appliquées en cas de retard dans l'exécution des travaux, mesuré par rapport au calendrier détaillé d'exécution élaboré et éventuellement modifié, comme il a été indiqué à l'[article 3.1 du présent CCAP](#).

L'entrepreneur encourt la retenue journalière définitive de **200 (deux cents) euros** s'il n'a pas achevé les travaux lui incombant dans le délai d'exécution qu'il propose à son marché.

#### *3.2.1.4 Retard dans le repliement des installations de chantier et remise en état des lieux*

À la fin des travaux, dans le cadre du délai d'exécution, le titulaire doit avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements occupés par le chantier et à l'enlèvement du matériel et des matériaux sans emploi.

En cas de retard, le titulaire peut encourir une pénalité non assujettie à la TVA de **200 (deux cents) euros** du montant hors TVA du marché par jour calendaire de retard.

En cas de retard dans la déclaration du représentant prévue à l'**article 1.2.2 du présent CCAP**, une pénalité journalière de **50 (cinquante) euros** du montant du marché par jour de retard pourra être appliquée.

#### *3.2.1.5 Retard dans la remise de tout document administratif ou information*

En cas de retard dans la remise de tout document ou information administratif (attestation d'assurance, déclaration de sous-traitant, pièces exigées par le Code du travail, documents fiscaux et sociaux, liste nominative des salariés étrangers, désignation des représentants, modification affectant le titulaire ou les cotraitants, etc.) une pénalité fixée à **30 (trente) euros** par jour de retard et par document ou information pourra être appliquée.

### **3.2.2 Exonération des pénalités de retard**

Par dérogation à l'[\*\*article 19.2.1 du CCAG Travaux\*\*](#), le titulaire ne saurait être exonéré d'aucune pénalité.

### **3.2.3 Plafonnement des pénalités de retard**

Le montant cumulé des pénalités de retard est plafonné à **10 (dix) pourcents** du montant hors taxes du marché, conformément aux stipulations de l'[\*\*article 19.2.2 du CCAG Travaux\*\*](#).

### **3.2.4 Conditions d'application des pénalités de retard**

L'application des pénalités de retard fait préalablement l'objet d'une procédure contradictoire conformément à l'[\*\*article 19.2.4 du CCAG Travaux\*\*](#).

Par dérogation à l'[article 19.2.4 du CCAG Travaux](#), le maître d'ouvrage pourra appliquer les pénalités pour retard sans procédure contradictoire évoquée audit article pour les pénalités suivantes :

- respect des consignes de sécurité ;
- retard dans la remise du PPSPS.

### **3.2.5 Autres pénalités**

#### *3.2.5.1 Pénalités pour non-respect des obligations environnementales*

En application de l'[article 20.2 du CCAG Travaux](#), en cas de non-respect de ses obligations environnementales, le titulaire s'expose à une pénalité de **100 (cent) euros** par manquement.

#### *3.2.5.2 En matière de lutte contre le travail dissimulé*

Au cas où le titulaire n'aurait pas donné suite à l'injonction de régulariser sa situation dans ce domaine dans un délai de **15 (quinze) jours**, la maîtrise d'ouvrage peut :

- appliquer, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de **500 (cinq cents) euros**, dans les limites prévues par les textes ;
- résilier le marché sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

##### **3.2.5.2.1 Port de la carte d'identité professionnelle**

Toute absence constatée dans le port de la carte d'identité professionnelle sécurisée (carte BTP) pourra faire l'objet d'une pénalité forfaitaire de **50 (cinquante) euros**.

##### **3.2.5.2.2 Absence aux réunions de chantier**

Toute absence constatée à une réunion de chantier pourra faire l'objet d'une pénalité forfaitaire de **100 (cent) euros**.

##### **3.2.5.2.3 Évacuation des déchets**

En cas de non enlèvement des déchets, une pénalité forfaitaire de **500 (cinq cents) euros** pourra être appliquée.

Les déchets seront alors enlevés aux frais et risques du titulaire dans les conditions fixées à l'[article 37.2 du CCAG Travaux](#).

#### 3.2.5.2.4 Remise en état des lieux

En cas de manquement à la remise en état des lieux, une pénalité forfaitaire de **2 000 (deux mille) euros hors taxe** pourra être appliquée.

La remise en état sera alors effectuée aux frais et risques du titulaire dans les conditions fixées à l'[article 37.2 du CCAG Travaux](#).

#### 3.2.5.2.5 Absence de suivi des observations du coordonnateur SPS

En cas d'absence du suivi des observations du coordonnateur en matière de sécurité et protection de la santé portées sur le registre journal, les comptes rendus, et ou les courriers adressés aux intervenants, il pourra être appliqué une pénalité de **50 (cinquante) euros** par jour calendaire de retard et par objet.

### 3.2.6 Recouvrement des pénalités

Le montant des pénalités sera calculé et prélevé par précompte sur les acomptes ou par émission d'un titre d'ordre de recouvrer lorsque le reliquat du marché est insuffisant.

Le titulaire reste intégralement redevable de la prestation dont le retard ou la non réalisation donne lieu à l'application de ladite pénalité et ne saurait se considérer comme libéré de son obligation du fait du paiement de ladite pénalité.

## 3.3 Retenues

### 3.3.1 Retenue de garantie

Chaque versement, autre que l'avance, fera l'objet d'une retenue de garantie ([articles R. 2191-32 à R. 2191-35 du Code de la commande publique](#)) égale à **5 (cinq) pourcents** (ou **3 (trois) pourcents** pour une PME) du montant initial augmenté, le cas échéant, du montant des modifications du marché en cours d'exécution conformément aux dispositions du [Code de la commande publique](#).

La retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par :

- une garantie à première demande ([articles R. 2191-36 à R. 2191-42 du Code de la commande publique](#)) ;
- ou par une caution personnelle et solidaire.



L'objet ainsi que le montant de la garantie à première demande ou de la caution personnelle et solidaire sont égaux à celui de la retenue de garantie qu'elles remplacent.

### **3.3.2 Retenue en cas de retard de remise du dossier des ouvrages exécutés (DOE)**

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents (DOE complet) à fournir après exécution par le titulaire, conformément à l'[article 40 du CCAG Travaux](#), une retenue provisoire égale à **2 (deux) pourcents** de l'ensemble du marché sera opérée, dans les conditions stipulées à l'[article 19.3 du CCAG Travaux](#), sur les sommes dues au titulaire.

## **4 RÉALISATION DES OUVRAGES**

### **4.1 Caractéristiques des matériaux et produits**

#### **4.1.1 Provenance, qualité et prise en charge des matériaux et produits**

Les CCTP fixent la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution du marché doivent être conformes aux normes visées par les CCTP.

Les CCTP désignent les matériaux, produits et composants de construction qui seront fournis par le maître d'ouvrage et/ou la maîtrise d'œuvre et précisent les lieux et cadences de leur prise en charge ainsi que les modalités de leur manutention et leur conservation à assurer par le titulaire.

Les CCTP définissent les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du [CCAG Travaux](#) ou [CCTG](#) concernant les caractéristiques et qualités de matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

Les CCTP précisent quels matériaux, produits et composants de construction font l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication dans les usines, magasins et carrières de l'entrepreneur, ou de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

### **4.1.2 Vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits**

Sauf accord intervenu entre le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre et l'entrepreneur sur des dispositions différentes, les vérifications de qualité et la surveillance sont assurées par le maître d'ouvrage et/ou le maître d'œuvre. Les CCTP précisent les essais qui sont à la charge de l'entrepreneur.

Les dispositions de l'[article 24.3 du CCAG Travaux](#) relatives aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits mis en œuvre sont applicables à ces essais, sauf pour les vérifications à effectuer par le contrôleur technique et mises contractuellement à la charge de ce dernier le cas échéant.

Le maître d'ouvrage et/ou le maître d'œuvre peuvent décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché : s'ils sont effectués par l'entrepreneur, ils seront rémunérés par application du prix indiqué à la DPGF, s'ils sont effectués par un tiers, ils seront rémunérés par le maître d'ouvrage.

## **4.2 Préparation et coordination des travaux**

### **4.2.1 Période de préparation – Programme d'exécution des travaux**

Le maître d'ouvrage et/ou le maître d'œuvre a la charge d'élaborer, après consultation des entreprises, le calendrier détaillé d'exécution des travaux.

Pendant la période de préparation, l'entreprise accomplit les tâches suivantes et produit les documents ci-après :

#### **4.2.1.1 *Études***

- élaboration du calendrier détaillé d'exécution ;
- élaboration et présentation au visa du maître d'ouvrage et/ou du maître d'œuvre du plan des installations de chantier (PIC) et des ouvrages provisoires prescrits par l'[article 28.2 du CCAG Travaux](#) ;
- réalisation des documents d'exécution, des documents de synthèse, notes de calculs, études de détail nécessaires pour le début des travaux, dans les conditions prévues à l'[article 29 du CCAG Travaux](#) et à l'[article 4.8 du présent CCAP](#).

#### **4.2.1.2 *Personnel***

- présentation des sous-traitants ;

- fourniture des DC4 ;
- fourniture des attestations d'assurance obligatoires.

#### **4.2.1.3 Démarches**

- constat « avant travaux » par huissier avant toute intervention sur le site ;
- dépôt d'une DICT en vue d'obtenir un plan de récolement des réseaux et ouvrages des différents services techniques ;
- dépôt des demandes de voiries éventuelles pour occuper une partie de l'espace public lors des travaux.

#### **4.2.1.4 Travaux**

- installation de la base vie ;
- installation du panneau d'affichage du chantier ;
- mise en place du dispositif de contrôle d'accès au chantier.

#### **4.2.1.5 Communication**

- le cas échéant, information des riverains d'un survol de leur propriété par un moyen de levage.

L'ordre de service prescrivant son démarrage pourra compléter cette liste.

### **4.2.2 Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier**

Les dispositions des CCTP sont applicables, à la charge du titulaire.

#### **4.2.2.1 Principes généraux**

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent marché sous le nom de « coordonnateur SPS ».

#### **4.2.2.2 Autorité du coordonnateur SPS**

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre, sans délai et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de

travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), le coordonnateur SPS doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

#### **4.2.2.3 Moyens donnés au coordonnateur SPS**

##### **4.2.2.3.1 Libre accès du coordonnateur SPS**

**Le coordonnateur SPS a libre accès au chantier.**

##### **4.2.2.3.2 Obligations du titulaire**

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS (copie à la maîtrise d'ouvrage) :

- le PPSPS ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- dans les **5 (cinq) jours** qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur SPS ;
- la copie des déclarations d'accident du travail.

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé au présent CCAP.

Le titulaire informe le coordonnateur SPS :

- de toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ;
- de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement ;
- Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur

SPS. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage ;

- à la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal.

#### 4.2.2.3.3 Obligations du titulaire vis-à-vis de ses sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions du titre III du livre V de la quatrième partie de la partie législative du Code du travail.

#### 4.2.2.3.4 Locaux pour le personnel

Le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation. Ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Le titulaire doit respecter les dispositions des [articles R. 4214-26 à R. 4214-28 du Code du travail](#) sur l'accessibilité des lieux de travail aux travailleurs handicapés.

### **4.2.3 Mesures particulières concernant l'hygiène et la sécurité**

Elles sont édictées par le coordinateur SPS et relayées par le maître d'ouvrage sur instructions du maître d'ouvrage.

### **4.2.4 Contrôle d'accès au chantier**

Les dispositions des CCTP sont applicables.

Le titulaire ou chacun des membres du groupement le cas échéant est tenu de faire porter par son personnel, dans l'enceinte du chantier et en permanence, un dispositif d'identification combinée de chaque personne et de son employeur (badges et tenues).

Le titulaire ou chacun des membres du groupement le cas échéant est tenu d'établir un enregistrement exhaustif de toutes les personnes qu'il emploie sur le chantier.

Cet enregistrement est tenu à jour et mis à disposition de toute autorité compétente. Le représentant du pouvoir adjudicateur peut en solliciter la production à tout moment.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables. Il reste responsable du respect de celles-ci pendant toute la durée du marché.

#### **4.2.5 Sous-traitance**

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la [loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993](#) et notamment l'obligation de rédaction des PPSPS dans les délais réglementaires.

#### **4.2.6 Réunion de chantier**

Elles ont lieu aux jours et heures fixés par le maître d'ouvrage.

#### **4.2.7 Registre de chantier**

Il est tenu par le maître d'ouvrage un registre de chantier sur lequel sont enregistrés :

- Les procès-verbaux des réunions de chantier, mention explicite étant faite de l'entrepreneur présent, sur lequel sont inscrites toutes les instructions ou observations ne faisant pas, de sa part, l'objet de notifications écrites par une voie différente.
- Les incidents de chantier.

Le titulaire est tenu, à chaque rendez-vous de chantier, de prendre connaissance des inscriptions portées sur ledit registre. Les instructions portées par le maître d'ouvrage ou son représentant sur le registre de chantier valent ordre pour le titulaire, toute suite devant y être donnée à la diligence du chef de chantier. Toutefois, en ce qui concerne la commande des travaux supplémentaires ou modificatifs, ces ordres doivent faire l'objet de confirmation par ordre de service, dans un délai de **8 (huit) jours**.

La bonne conservation et la mise à disposition du registre incombent au maître d'ouvrage.

### **4.3 Installations de chantier**

Conformément à l'[article 31.1 du CCAG Travaux](#), le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

#### **4.4 Signalisation du chantier**

Elle est à la charge du titulaire, conformément aux spécifications mentionnées dans les CCTP.

#### **4.5 Facilités données par le maître d'ouvrage pour l'installation du chantier**

Les CCTP prévoient que les emplacements de stockage seront disposés à un ou plusieurs endroits déterminés en accord avec le maître d'ouvrage, la maîtrise d'œuvre et le coordonnateur SPS.

#### **4.6 Études d'exécution – Notes de calculs – Études de détails – Échantillons**

Le maître d'ouvrage et/ou la maîtrise d'œuvre sont en charge de la mission VISA, le titulaire du marché de travaux est chargé des études d'exécution.

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications détaillées sont établis par le titulaire du marché et soumis avec les notes de calculs correspondantes à l'approbation du maître d'ouvrage.

Par le visa, le maître d'ouvrage et/ou la maîtrise d'œuvre vérifiera :

- la conformité aux hypothèses du marché de travaux :
  - charges ;
  - performances et descriptions fonctionnelles des ouvrages ;
  - méthodes de calcul ;
- le respect des règles de l'Art (règlements, normes et DTU) ;
- la conformité aux enveloppes (et/ou volumes utiles) définies par le marché de travaux ;
- la conformité aux caractéristiques et spécifications des matériaux, matériels et système du marché de travaux ;
- la conformité des modes de fonctionnement des équipements techniques ;
- que l'entreprise a bien effectué les calculs nécessaires au dimensionnement et qu'elle en a tenu compte dans l'établissement de ses plans ;
- que ces calculs ont été effectués selon un processus correct et agréé et que les ordres de grandeur des résultats ne sont pas erronés ;
- la conformité à toutes autres prescriptions et spécifications du marché de travaux, par exemple en matière de phasage de travaux, de maintien

en fonctionnement des existants (circulation des véhicules de secours, circulation sécurisée des piétons pour accéder au bâtiment...), etc.

## **4.7 Dispositions particulières à l'achèvement du chantier**

### **4.7.1 Gestion des déchets de chantier**

Conformément à l'[article 36 du CCAG Travaux](#), la valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux, objet du marché, est de la responsabilité du maître d'ouvrage en tant que « producteur » de déchets et du titulaire en tant que « détenteur » de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste « producteur » de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions.

Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ces déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

Par dérogation à l'[article 36.2.1 du CCAG Travaux](#), le SOSED (schéma d'organisation et de suivi de l'élimination des déchets de chantier) a été fourni par le titulaire dans l'offre. Il devra être complété par les éléments ordonnés pendant la période de préparation par le maître d'ouvrage et/ou le maître d'œuvre.

### **4.7.2 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux**

Conformément à l'[article 18.1.1 du CCAG Travaux](#), le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution. Ils sont à la charge du titulaire.

### **4.7.3 Essais et contrôle des ouvrages en cours de travaux**

Conformément à l'[article 38 du CCAG Travaux](#), le titulaire doit procéder, à sa charge, à tous les essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux qu'il juge nécessaire.

## **4.8 Documents fournis après exécution**



Les plans et autres documents à remettre par le titulaire au maître d'ouvrage dans les délais prévus à l'**article 3.1 du présent CCAP** sont présentés en **1 (un)** exemplaire sur clé USB ou via messagerie électronique (**France Transfert**).

Les fichiers seront sous format PDF, les plans devront également être sous format DWG. Le défaut de remise de ces documents entraîne l'application d'une retenue dans les conditions fixées à l'**article 3.3 du présent CCAP**. Ces documents doivent être obligatoirement rédigés en langue française.

Un exemplaire du DOE sera remis au coordonnateur SPS pour assurer la cohérence avec le Dossier d'Intervention Ulérieure sur les Ouvrages (DIUO).

## **5 RÉCEPTION ET GARANTIES**

### **5.1 Conditions de réception**

Par dérogation à l'**article 41.1 du CCAG Travaux**, c'est le maître d'ouvrage et/ou le maître d'œuvre qui prend l'initiative de provoquer les Opérations Préalables à la Réception (OPR).

Les autres dispositions de l'**article 41 du CCAG Travaux** s'appliquent.

La date retenue par le maître d'ouvrage pour prononcer la réception est unique pour l'ensemble des travaux de l'opération à l'exception des lots de désamiantage.

L'intégralité des risques découlant de la garde des ouvrages jusqu'à la date d'effet est assumée solidairement par l'ensemble des entreprises.

### **5.2 Garantie – Durée**

#### **5.2.1 Garantie de parfait achèvement**

Le titulaire ayant été convoqué, le maître d'ouvrage et/ou le maître d'œuvrer procèdent à une visite de parfait achèvement avant l'expiration du délai de garantie prévu à l'**article 44 du CCAG Travaux**.

En cas d'absence de l'entrepreneur à ces opérations, il en est fait mention au procès verbal qui lui est alors notifié.

Pendant le délai de garantie, le titulaire est tenu à une obligation de parfait achèvement.

La garantie débute à la date d'effet de la réception des travaux.

### **5.2.2 Garantie des végétaux**

Le titulaire est tenu de remplacer tous les végétaux endommagés, fortement altérés ou en mauvais état sanitaire.

La garantie débute à la date d'effet de la réception des travaux pour une période d'un an.

### **5.2.3 Garanties particulières**

Le titulaire a, à l'égard du maître d'ouvrage, même après réception et paiement des travaux, la responsabilité pécuniaire des dommages aux personnes et aux biens causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution.

## **6 PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE**

Il est fait application des [articles 45 à 48 du CCAG Travaux](#).

## **7 RÉEXAMEN – RÉSILIATION DU MARCHÉ**

### **7.1 Clause de réexamen**

Si cela s'avère nécessaire à la bonne réalisation du marché, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'utiliser les dispositions des [articles R.2122-7, R.2194-1 à R.2194-9 du Code de la commande publique](#) et de l'[article 54 du CCAG Travaux](#) pour :

- modifier des prestations prévues initialement ;
- ajouter des prestations non prévues initialement mais devenues nécessaires à la réalisation du marché ;
- la réalisation de prestations similaires à celles du marché initial ;
- des prestations nécessaires en cas de circonstances exceptionnelles.

### **7.2 Résiliation**

Les stipulations des [articles 49 à 52 du CCAG Travaux](#), relatives à la résiliation du marché, sont applicables, complétées comme suit :

- lorsque l'acheteur résilie le marché pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations reçues, un pourcentage de **3 (trois) pourcents** ;
- le titulaire a droit, en outre, à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'auraient pas été pris en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter au pouvoir adjudicateur toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité ;
- le titulaire doit, à cet effet, présenter une demande écrite, dûment justifiée, dans le délai de deux mois compté à partir de la notification de la décision de résiliation.

## 8 LANGUES – LITIGES

La langue utilisée dans les relations avec le titulaire au titre du présent marché est exclusivement le **français**.

En cas de litige survenant dans l'exécution du marché, la réglementation de l'achat public institue comme principe la recherche du règlement amiable des conflits.

Les parties au présent contrat, conclu et exécuté de bonne foi, s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation et de coopération, tout différend ou litige qui pourrait survenir relatif à son existence, son interprétation, ou à son exécution.

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire de réclamation exposant précisément les motifs de ce différend et indiquant, le cas échéant, pour chaque chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification.

Le maître d'ouvrage s'engage à en accuser réception dans les **15 (quinze) jours**. Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de **20 (vingt) jours** ouvrés pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut décision de rejet du mémoire de réclamation.

Le correspondant identifié pour traiter ce type de demande est le service en charge du suivi d'exécution :

**[DG75-DMI-IMMOBILIER@insee.fr](mailto:DG75-DMI-IMMOBILIER@insee.fr)**.

L'acheteur et le titulaire privilégient le recours au médiateur interne relations fournisseurs des ministères économiques et financiers à l'adresse suivante :

[mediationfournisseurs.bercy@finances.gouv.fr](mailto:mediationfournisseurs.bercy@finances.gouv.fr)

En cas de constatation par le médiateur de l'échec de cette médiation interne, les parties pourront saisir le médiateur des entreprises via le portail suivant :

<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/contactez-mediateur-des-entreprises>

En cas d'échec de cette dernière, les parties pourront saisir le comité consultatif de règlement amiable compétent dans les conditions prévues à l'[article R. 2197-1 du Code de la commande publique](#).

Les parties pourront également directement saisir le médiateur des entreprises, sans recourir au médiateur interne, ou encore le comité consultatif de règlement amiable compétent sans recourir à une médiation préalable.

La saisine d'un médiateur ou d'un conciliateur doit être effectuée avant l'expiration du délai de recours contentieux.

La saisine d'un médiateur interrompt les délais de recours contentieux jusqu'à la notification de la décision prise par l'acheteur ou de la constatation du médiateur de l'échec de sa mission.

Le médiateur interne des ministères économiques et financiers et le médiateur des entreprises agissent comme tierce partie afin d'aider les parties qui en ont exprimé la volonté à trouver une solution mutuellement acceptable.

Le comité consultatif de règlement amiable compétent a lui pour mission de rechercher des éléments de droit ou de fait en vue d'une solution amiable et équitable.

Dans l'hypothèse où le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause dans le cadre d'un recours contentieux. Cette juridiction est la juridiction administrative de Cergy-Pontoise.

## 9 DÉROGATIONS AU CCAG TRAVAUX

Articles du CCAP qui dérogent	Articles du CCAG Travaux auxquels il est dérogé
Article 1.2.3.2	Article 3.4.3
Article 1.4.4.1	Article 8
Article 2.1.2	Article 34.1
Article 2.3.11	Articles 12.3.2 à 12.3.4
Article 2.3.12	Article 12.4
Article 3.2.1	Article 19.2.3
Article 3.2.1.2	Article 53.1
Article 3.2.2	Article 19.2.1
Article 3.2.4	Article 19.2.4
Article 4.7.1	Article 36.2.1
Article 5.1	Article 41.1

~ Fin du cahier des clauses administratives et particulières ~